



**AGENCE REGIONALE DE SANTE
DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR**

*Secrétariat général
Service expertise juridique & marchés publics*

132 Boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DE LA CONSULTATION : la présente consultation a pour objet l'accompagnement de l'Agence Régionale de Santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, au profit du département DSI/Production, pour la mise en œuvre des outils nécessaires à la gestion des services informatiques (ITSM).

MODE DE PASSATION : Cette consultation fait l'objet d'une procédure adaptée, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, des articles 15, 27, 34, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : Le vendredi **26 juillet 2019 à 11 H 00**

DUREE : Le présent marché prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2019, avec reconduction tacite à chaque date d'échéance annuelle, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 36 mois.

Le présent cahier comporte 14 pages (y compris la première)

SOMMAIRE

Article 1 - Identification des parties contractantes	3
Article 2 - Pouvoir adjudicateur	3
Article 3 - Objet de la consultation	3
Article 4 - Mode de passation	3
Article 5 - Documents contractuels	3
Article 6 - Forme du marché	3
Article 7 - Durée, délais et lieu d'exécution	5
Article 8 - Pénalités	6
Article 9 - Obligations du titulaire	6
Article 10 - Montant du marché	7
Article 11 - Sous-traitance et co-traitance	7
Article 12 - Prix et modalités de sa détermination	8
Article 13 - Clause de cession de propriété intellectuelle	8
Article 14 - Conditions de résiliation	10
Article 15 - Admission des prestations	10
Article 16 - Personnes habilitées à donner des renseignements	11
Article 17 - Conditions de règlement et délais de paiement	12
Article 18 - Règlement des différends et des litiges	12
Article 19 - Dérogations au C.C.A.G	14

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes au présent marché sont :

- d'une part, l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- et d'autre part, le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par son directeur général, Monsieur Philippe DE MESTER.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONSULTATION

Accompagnement du département DSI/Production, pour la mise en œuvre des outils nécessaires à la gestion des services informatiques (ITSM).

ARTICLE 4 - MODE DE PASSATION

Cette consultation fait l'objet d'une procédure adaptée, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, des articles 15, 27, 34, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

1. l'acte d'engagement (ATTRI 1) signé par le représentant habilité du titulaire, ainsi que ses annexes ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'ARS PACA fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui contient les exigences techniques du marché ;
4. le cahier des clauses administratives générales (CCAG - TIC) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles entrant dans le champ des techniques de l'information et de la communication option A (arrêté du 16 septembre 2009 – NOR : ECEM0912514A publié au JO du 16 octobre 2009). Document non communiqué.
5. l'offre technique et financière du candidat.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs du marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut.

Toute clause figurant sur les documents du titulaire et contraire aux autres pièces du marché est considérée comme non-écrite.

Documents à produire

- 1) Copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire.
- 2) Déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir.

Pour présenter certains de ces éléments, le candidat peut utiliser les formulaires du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : DC1 « Lettre de candidature » ; DC2 « Déclaration du candidat » ; NOTI 1 « Information au candidat retenu ». Ces documents sont disponibles sur l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

- 3) Acte d'Engagement/Cahier des Clauses Particulières, complété, daté et signé sans modification

4) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

5) Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

6) Les attestations et certificats prévus à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics seront demandés à l'attributaire du marché qui devra les remettre dans un délai de 7 jours à compter de la demande du département.

ARTICLE 6 - FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, de l'article 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et conformément aux dispositions du 1° de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 - COMMANDES

L'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'ARS.

L'ARS adresse le bon de commande au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception. Les commandes sont réalisées par échanges dématérialisés, sur supports électroniques ou par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande sont émis et notifiés au titulaire par l'ARS à partir de la notification du marché et pendant toute sa durée, déterminée à l'article 7.1 du présent Cahier des clauses particulières. Seuls les bons de commande passés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

Démarrage de la prestation prévue par la commande

La formulation écrite de la demande de prestation par bon de commande est émise par le service Budget Contrôle de Gestion de l'ARS Paca et adressée au titulaire par courrier postal, fax, e-mail ou remis contre récépissé.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché ;
- le numéro de la commande ;
- le détail des prestations à réaliser ;
- le lieu d'exécution ;
- la date de livraison ou le délai d'exécution ;
- les prix €HT et €TTC de la commande ;
- La personne porteuse du dossier au sein de l'Agence.

L'envoi du bon de commande vaut ordre de service de démarrage. La date de réception du bon de commande par le prestataire est le point de départ du délai d'exécution.

Modification du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

Suspension du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon

de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8 - DUREE, DELAIS ET LIEU D'EXECUTION

8.1 Durée du marché

Le marché prendra effet à compter de la date de début d'exécution prévue par le marché et pour une durée initiale de 12 mois.

Il fera l'objet d'une reconduction tacite à chaque date d'échéance annuelle sans que sa durée maximale ne puisse excéder 36 mois.

L'ARS Paca se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 8, articles 39 à 43 du CCAG/TIC (Cf. Article 14 du CCAP – Conditions de résiliation).

8.2 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution seront fixés dans les bons de commande adressés au prestataire par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution de la prestation pour pouvoir bénéficier d'un report du délai de réalisation et par dérogation de l'article 13.3 du CCAG /TIC, il doit signaler, par écrit au Pouvoir Adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, lorsque celles-ci proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure, ceci dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de nouvelle planification du délai de réalisation. Il indique la date de planification demandée dès que ce retard peut être déterminé avec précision. Le pouvoir Adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique et par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/TIC, le pouvoir adjudicateur octroie automatiquement par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, la décision sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

8.3 Lieu d'exécution

Le marché couvre les besoins décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les livrables seront produits auprès du service prescripteur, au siège de l'ARS Paca, 132, Boulevard de Paris – 13003 Marseille.

8.4 Les cas d'annulation et/ou de reports de commande

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler ou de modifier le déroulement d'une prestation unilatéralement avant son démarrage, sans indemnité pour le cocontractant, et ce pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 9 - PENALITES

9.1 Pénalités

Les pénalités sont dues, décomptées, calculées et exigibles si, aux dates contractuelles ou à la date expressément reportée d'un commun accord, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, qu'elle qu'en soit l'origine ou la nature. L'ARS PACA se réserve la possibilité, en fonction des exigences de l'espèce, de ne pas procéder à l'imputation de pénalités alors même qu'elles seraient exigibles.

Formule de calcul des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G./ T.I.C., il sera appliqué la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 800, \text{ dans laquelle}$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur T.T.C. des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

9.2 Autres pénalités

Aucune dérogation ne sera admise, sauf cas de force majeure dûment expliqué, quant à la procédure d'escalade établie en accord entre le maître d'ouvrage et le titulaire. Tout échange entre le maître d'ouvrage et le titulaire devra être consigné dans le rapport mensuel.

9.3 Paiement des pénalités

Les pénalités seront réglées :

- soit par chèque bancaire établi à l'ordre de l'Agent comptable de l'ARS PACA,
- soit par virement bancaire auprès de l'ARS PACA,
- soit par l'émission d'un avoir,
- soit déduites des montants à devoir par le maître d'ouvrage au titulaire.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses particulières (CCAP) et aux autres documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désigné à cet effet.

10.1 Intervenants

Les intervenants affectés par le titulaire à la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sont ceux présentés par le titulaire dans son offre.

En cas d'indisponibilité de ses intervenants, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la bonne exécution des prestations sans que celles-ci ne s'en trouvent compromises ou altérées,
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres, les références et les qualifications dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le refuse pas dans un délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation du pouvoir adjudicateur devra être motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié.

10.2 Remplacement d'un intervenant

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs intervenants. Le Titulaire procède alors au remplacement de l'intervenant récusé dans les conditions précisées à l'article ci-dessus.

En aucun cas, le remplacement d'un intervenant ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.3 Règlements

Le titulaire s'assure du respect par son personnel des réglementations légales et en particulier des réglementations et prescriptions qui sont de règle à l'intérieur des locaux où sont organisées les prestations.

10.4 Obligation de confidentialité

En application des stipulations de l'article 5.1. du CCAG/TIC, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ne soient divulguées à des tiers n'ayant pas à les connaître, les informations et les documents recueillis au cours de l'exécution des prestations et signalés par le pouvoir adjudicateur comme ayant un caractère confidentiel.

Cette obligation de confidentialité s'impose au titulaire comme à ses sous-traitants. Elle s'applique durant l'exécution du présent marché et après son expiration, sans limitation de durée.

10.5 Assurance

Le titulaire atteste qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel ou incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par l'exécution des prestations.

Il devra en justifier auprès du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci au moyen d'une attestation délivrée par son assureur et établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

S'agissant des déplacements, le candidat ou son sous-traitant doit obligatoirement être assuré à ses frais par une assurance illimitée couvrant la responsabilité civile pouvant répondre de l'usage de son véhicule à des fins professionnelles.

Il doit en apporter toutes les preuves nécessaires (attestation de la Compagnie d'assurances indiquant le bénéfice d'une garantie « trajet – affaires » ou équivalent), document sur lequel figure le fait que la Compagnie d'assurances renonce à toute action contre le pouvoir adjudicateur du fait du véhicule assuré.

En cas d'accident, le titulaire ou son sous-traitant doit se conformer aux dispositions prévues par la loi et par son contrat d'assurance, de telle sorte que d'aucune manière, et à aucun moment, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne puisse se trouver engagée.

ARTICLE 11 - MONTANT DU MARCHE

Le montant total H.T. pour la durée du marché est de 134 999 €. Le candidat devra reporter ses prix pour les prestations auxquelles il prétend sur les bordereaux de prix joints en annexes.

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution des prestations faisant l'objet du marché selon les dispositions relatives à la sous-traitance prévues aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

12.1 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution du marché

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution du marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de l'agrément des conditions de paiement conformément au modèle spécial de sous-traitance (imprimé DC4) que le titulaire remettra au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

12.2 Modalités de paiement direct des sous traitants

Le sous-traitant adresse au pouvoir adjudicateur sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. La somme à régler tient compte d'une éventuelle actualisation des prix et inclut la T.V.A.

12.3 Responsabilité

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

12.4 Co-traitance

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché. Un compte bancaire unique doit être ouvert au nom du groupement pour le versement des sommes à régler.

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

ARTICLE 13 - PRIX ET MODALITES DE SA DETERMINATION

Les prix, exprimés en euros Hors Taxe, sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, nécessaires à l'exécution des prestations.

Tous les frais inhérents à l'exécution des prestations relatives au marché, doivent être inclus dans le prix de la journée, y compris les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement des intervenants. Sont également compris les frais de participation aux réunions de coordination, la documentation pédagogique ainsi que les supports pédagogiques éventuels.

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE CESSION DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché, les dispositions de l'option B du CCAG/TIC sont applicables et font parties intégrantes du marché.

En complément des dispositions du chapitre 7 et de l'article 35 du CCAG/TIC, les Résultats désignent les supports et techniques d'exploitation :

- le papier tel les rapports écrits, synthèses, extraits, notes, plaquettes de communication etc. et leur forme numérique, analogique, microformes (microfiche, microfilm), diaporamas, électroniques (carte à puce, clé USB, carte mémoire, mémoire flash), électromagnétiques (disque dur), optiques (CD-ROM, DVD-ROM, disque compact audio, DVD audio/vidéo, Blu-ray), magnétiques (carte à piste magnétique, bande magnétique (cassette audio, cassette vidéo, disquettes)
- les présentations orales notamment dans toute salle réunissant du public, et leurs modes de diffusion (cinématographique, télédiffusion par voie hertzienne terrestre, par satellite, par câble ou par les moyens de transmission en ligne tels que les réseaux téléphonique, numérique ou autre)
- la diffusion de tous ces supports sur les sites intranet et internet de l'ARS ou ceux liés à l'ARS (par exemple, ICARS, etc.), les sites intranet ou internet ministériels et notamment ceux du ministère en charge de la santé et des affaires sociales
- une version adaptée aux supports mobiles (smartphones, tablettes,...) pourra également être envisagée.

14.1 Objet de la cession

Le titulaire cède à titre gratuit et à titre exclusif au pouvoir adjudicateur, conformément à l'article L 131-3 du code de la propriété intellectuelle, l'intégralité des droits d'auteur sur les Résultats, objet du marché.

14.2 Etendue des droits cédés

En complément de l'article B.38.1.1. du CCAG/TIC, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur les droits afférents aux Résultats, à titre exclusif et pour le territoire national, pour toute la durée légale des droits d'auteur, telle que fixée par la législation française.

Ces droits d'exploitation comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, afférents aux Résultats, pour les modes d'exploitation définis après sans aucune restriction ni réserve.

14.3 Les droits de la présente cession

Le droit de reproduction comprend notamment le droit de reproduire ou de faire reproduire, d'enregistrer ou de faire enregistrer, d'adapter ou de faire adapter, sans limitation de nombre en noir et blanc ou en couleurs, en tous formats les Résultats :

- Par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment par voie d'imprimerie, de photocopie, de numérisation, de scan, de téléchargement et tout autre procédé de reproduction ;
- Sur tous les supports connus ou inconnus à ce jour qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment les support papier, les films tous millimétrages, ainsi que les disquettes, CD, CD Rom, CDR, CD-RW, CDI, DVD, DVD-Rom, DVD-R, DVD-Rw, vidéodisque, disques blu-ray, périphériques de stockage de masse (notamment clés USB, disques durs, amovibles ou non, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en informatique en nuage (ou cloud-computing), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, livres numériques, tablettes tactiles.

Le droit de reproduction comprend le droit de modifier, mixer, assembler, modéliser, monter arranger, numériser et mettre à disposition du public les Résultats, en tout ou partie et la représentation de tout ou partie de ces Résultats sur tous supports connus ou inconnus, actuels et futurs et par tous moyens.

Le droit de représentation comprend notamment le droit de communiquer au public, d'exposer, de représenter ou de faire représenter les Résultats, ensemble ou séparément :

- Par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour qu'ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques ;
- Sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunication notamment en vue de l'exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne ou tel qu'Internet, Intranet, téléphonie mobile (notamment WAP, IMOD, Internet mobile, etc.), et/ou flux de syndication de contenus tel que RSS, RSS2, ATOM, etc., via des serveurs internes, serveurs externes (notamment fonctionnant en informatique nuage), cartes à mémoire, lecteurs numériques, tablettes tactiles et tout autre procédé analogue existant ou à venir qu'il soit informatique, numérique, télématique ou de télécommunication ;
- Par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication et notamment par voie hertzienne terrestre, câble, par satellite, par réseau téléphonique filaire ou sans fil, par télévision numérique, que la diffusion en clair ou cryptée, gratuite ou payante ;
- Dans toutes les salles réunissant du public, payant ou non.

Le droit de représentation comprend également le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, les doubles ou copies, en version physiques et/ou version numérique pour toute mise à disposition et communication au public.

Dans tous les cas les Résultats pourront avoir été préalablement reproduits dans les conditions définies au paragraphe relatif au droit de reproduction.

14.4 La cession comprend également

- Le droit d'adaptation, de modification et d'arrangement s'entend du droit de modifier les Résultats et notamment de les retoucher, de les recadrer ou de les intégrer au sein d'autres œuvres, d'adapter les Résultats sous forme d'élément d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite, notamment :
- Le droit d'inclure les Résultats en tout ou partie dans tout œuvre de l'esprit (édition papier, œuvres multimédia interactives ou non, vidéo, etc.), base de données ou tout autre programme informatique ;
- Le droit d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger, toutes les autorisations de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter les Résultats.

L'exploitation : La cession des droits consentie par le titulaire du marché au pouvoir adjudicateur pour toute exploitation ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, des Résultats dans le cadre de campagnes de communication, actuelles ou à venir, du pouvoir adjudicateur, que l'exploitation des Résultats soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, à titre gratuit ou onéreux par le pouvoir adjudicateur ou un tiers.

Les droits objets de la présente cession seront exploités dans le cadre de campagnes de communication du pouvoir adjudicateur. Les exploitations seront notamment la publication dans les journaux, magazines, revues (internes, régionales, nationales ou internationales), brochures, dépliant plaquettes, prospectus, dossiers de presse, communiqués de presse, chaîne de télévision (internes, régionales, nationales ou internationales), réseaux internes, intranet et Internet, sur les sites du pouvoir adjudicateur, tous sites d'information ou tous sites en lien avec les missions de service public du pouvoir adjudicateur.

Les Résultats ne feront pas l'objet d'exploitations directes payantes.

Le pouvoir adjudicateur est autorisé à céder les droits sur ces Résultats, à titre gratuit ou onéreux, à tout tiers de son choix.

14.5 Rémunération

La cession des droits afférents aux Résultats est consentie en contrepartie de la rémunération définie ci-après : **Cession à titre gracieux pour tous les modes d'exploitation susmentionnés.**

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues au chapitre 8, articles 39 à 43 du CCAG/TIC. Ces articles prévoient les conditions et les différents cas de résiliation notamment pour événements extérieurs au marché.

Conformément à l'article 51 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et aux articles L2195-1 à L2195-4 et L2195-6 du code de la commande publique, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans lesdits articles ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 du code du travail, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de tout ou partie de ses engagements - notamment en cas d'insuffisance dans la qualité de la prestation - et après une mise en demeure préalable, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, le marché concerné sera résilié aux torts exclusifs de celui-ci, conformément à l'article 42 du C.C.A.G./TIC.

15.1. A l'initiative du titulaire

En cas de résiliation du marché à l'initiative du titulaire, celui-ci sera astreint à des pénalités définies de la manière suivante :

- dès notification : la prise en charge financière des frais liés, d'une part, au lancement d'une nouvelle procédure de marché et, d'autre part, aux prestations définies dans le bon de commande initial consécutif à la notification ;
- en cours d'exécution du marché : la prise en charge financière des frais liés, d'une part, au lancement d'une nouvelle procédure de marché et, d'autre part, aux prestations attendues pour les six mois suivants l'exécution du marché.

15.2. A l'initiative de l'ARS PACA

L'ARS PACA peut résilier de plein droit et à tout moment le présent marché dans les cas suivants :

- perte ou suspension partielle ou totale d'agrément du titulaire ;
- absence, inadaptation ou insuffisance de lieu ou de moyen mis en œuvre pour la réalisation des prestations prévues au marché ;
- dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de tout ou partie de ses engagements ;
- inexécution ou exécution défectueuse, répétée, constatée et notifiée ;
- modification importante sur les moyens mis en œuvre ayant des conséquences graves sur l'exécution du marché ;
- violation de la clause de confidentialité ;
- lorsque le titulaire a sous-traité illégalement,
- lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion du marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes. La décision de résiliation, dans un des cas prévus ci-dessus, ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée par lettre recommandée avec avis de réception et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Elle prend effet à compter de sa notification.

En cas de non prise en compte des évolutions technologiques majeures, d'évolution des techniques d'analyse ou d'évolution d'ordre réglementaire l'ARS PACA se réserve le droit de résilier le présent marché, sans indemnité, après un préavis de trois mois.

ARTICLE 16 - ADMISSION DES PRESTATIONS

L'émission de chaque bon de commande, fera l'objet d'une réception (« service fait ») sera prononcée au vu :

- du respect par le Titulaire et ses intervenants du cadre général d'intervention,
- de la bonne validation par l'ARS PACA des différents livrables liés à la prestation.

Pour chaque bon de commande l'admission consistera à constater la fourniture des livrables spécifiés sur le bon de commande.

Chaque décision prise à l'issue de chaque phase de vérification (vérification des jalons ou admission unique), fait l'objet d'un Procès Verbal (P.V.) dûment signé par les représentants des parties au marché.

La signature conjointe des P.V. emportant décision positive sans réserve d'admission, de Vérification d'aptitude ou de service régulier, ou du bon de livraison, vaut constat du service fait effectué par le Titulaire, et justifie le paiement des acomptes prévus au marché, ou du bon de commande.

La réception par le Pouvoir adjudicateur d'une facture émise par le Titulaire, alors même que le service fait n'aurait pas été validé et acté selon ces formes, ou que ce dernier aurait donné lieu à décision négative, ne fera pas courir le délai de paiement à son profit.

Dans le cas où les prestations réalisées ne seraient pas conformes à la commande ou n'auraient pas permis l'atteinte des objectifs fixés, le Titulaire prend à sa charge, sans coût et commande supplémentaire, l'ensemble des tâches nécessaires à l'atteinte de l'objectif initial.

ARTICLE 17 - PERSONNES HABILITEES A DONNER DES RENSEIGNEMENTS

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre administratif sont :

- Monsieur Franck LUCIEN
Secrétariat général
Service juridique & marchés publics
Acheteur public
☎ 04 13 55 80 18
ars-paca-marches-publics@ars.sante.fr

Les questions **d'ordre technique** seront orientées vers les personnes habilitées à y répondre. Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les questions et les réponses seront publiées sur la plateforme des achats de l'état.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE REGLEMENT ET DELAIS DE PAIEMENT

18.1. Bénéfice de l'avance forfaitaire

L'octroi des avances a pour objet de faciliter l'exécution des marchés et d'assurer l'égalité d'accès aux marchés entre les entreprises qui disposent d'une trésorerie suffisante pour démarrer l'exécution des prestations et celles qui n'en disposent pas. Le titulaire du marché peut refuser le bénéfice du versement de l'avance forfaitaire.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

18.2. Bénéfice des acomptes

A la différence des avances, les acomptes sont versés pour des prestations effectuées en cours d'exécution du marché : l'acompte rémunère un service fait.

18.3. Facturation

Le titulaire adresse ses factures à l'ARS PACA. Les factures sont payables après service fait. La facture mentionnera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement (Banque + IBAN + BIC)
- les références du marché
- la nature ou l'intitulé de la prestation
- les dates et lieu d'exécution de la prestation
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées
- le montant et le taux de la TVA
- la date de facturation

18.4. Facturation électronique

Conformément à loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs est le suivant :

- ✓ 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- ✓ 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- ✓ 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés)

18.5. Acceptation de la facture

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture et la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités ou les réfections.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le pouvoir adjudicateur de chaque marché subséquent fait mandater les sommes qu'il a admises. Le complément est mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

18.6. Renseignements d'ordre comptable

18.6.1. Délégataire des paiements

Les virements bancaires sont ordonnés par le directeur général de l'ARS PACA.

18.6.2. Domiciliation des paiements

Les références du compte ouvert au nom du titulaire figurent à l'acte d'engagement. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues, par virement au compte du titulaire.

18.6.3. Adresse de Facturation pour les entreprises non soumises à l'obligation de facturation électronique

Les factures devront être envoyées à l'adresse suivante :

Madame l'agent comptable
Agence Régionale de Santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
132 boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille cedex 03

18.7. Délai de paiement

Conformément aux articles L2192-10 et L2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante.

Les sommes dues en exécution d'un marché public sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'alinéa précédent fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique et les articles L2192-12 à L2192-14 du code de la commande publique imposent :

- un taux d'intérêts moratoires, égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixé à quarante (40) euros.

18.7.1. Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions de l'accord-cadre ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué à l'article « 17.6. Délai de Paiement » est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

ARTICLE 19 - REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES

Conformément à l'article 47 du CCAG/TIC, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des clauses du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différent qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article 127 du code des marchés publics.

L'instance chargée des procédures de recours contentieux est la suivante :

Tribunal administratif de Marseille
22/24 rue Breteuil – 13006 Marseille
Téléphone : 04 91 13 48 13 Télécopie : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU C.C.A.G

L'article 8.2 du présent C.C.A.P complète l'article 13.3 du C.C.A.G./TIC pour ce qui concerne la prolongation du délai d'exécution.

L'article 9.1 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G./ T.I.C. pour ce qui concerne la formule de calcul des pénalités.

L'article 15 du présent C.C.A.P. complète les articles 39 et 42 du C.C.A.G./TIC pour ce qui concerne la résiliation des marchés.